

## **Le 15 février, amplifions la mobilisation contre la sélection et pour une université ouverte, et un bac protecteur !**

Le 1<sup>er</sup> février et le 6 février dernier, les jeunes sont descendu·e·s par milliers dans la rue pour protester contre le projet la loi dite « relative à l'orientation et à la réussite des étudiant·e·s », qui ne fait en réalité qu'instaurer plus de sélection, et moins de droits pour permettre la réussite du plus grand nombre.

Afin de trier les dossiers des lycéen·ne·s, chaque université se fondera sur des attendus nationaux, déclinés en attendus locaux. Pour des milliers de jeunes, ces attendus auront pour effet de les décourager de poursuivre des études, de leur bloquer la possibilité d'accéder à la filière de leur choix, voire de l'université tout court.

En effet, l'augmentation du nombre de bachelier, combinée à la restriction du nombre de places disponibles dans les universités, vont à terme transformer la majorité des filières ouvertes, en filières « en tension », donc rendues sélectives par la loi.

Par ailleurs, la complexe procédure d'admission, parce qu'elle limite les bachelier·e·s à 10 vœux non hiérarchisés, risque de maintenir la plupart des jeunes sur liste d'attente jusqu'à la dernière phase de la procédure.

Pour tous les jeunes sans affectation à l'issue de la procédure, leur seule option sera de faire appel au rectorat, qui leur proposera une unique affectation dans une filière où demeurent des places vacantes, sans garantie que cette affectation soit en cohérence avec leur projet pédagogique et professionnel. Les jeunes n'auront que 24 heures pour répondre à cette proposition, sans quoi ils et elles perdront toute chance d'accéder à l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, le gouvernement souhaite, dans le cadre de cette réforme, remettre en cause l'arrêté licence, texte qui cadre nationalement les droits étudiants du cycle licence, sorte de code du travail des étudiant·e·s. En remettant en cause des protections fondamentales telles que les rattrapages ou encore la compensation entre les matières, et en souhaitant individualiser à outrance les parcours, c'est notre droit à la réussite qui est menacé. Les étudiant·e·s devront signer un contrat de réussite avec leur établissement, et s'ils n'en respectent pas les termes, leurs bourses pourraient se voir supprimées. Alors que les mauvaises conditions d'études à l'université et la précarité financière sont les premiers facteurs d'échec dans l'enseignement supérieur, le gouvernement se trompe lorsqu'il estime que retirer les bourses des étudiant·e·s en difficulté, c'est-à-dire les sanctionner, les incitera à réussir, cela ne fera au contraire qu'augmenter un taux d'échec d'ors et déjà très élevé en licence.

Le gouvernement souhaite mettre en place une cotisation de 90 euros par étudiant·e·s, visant à financer les services de médecine préventive, de vie étudiante, culturels et sportifs des universités. La mise en place de cette cotisation fait un peu plus reposer le financement du service public de l'enseignement supérieur, en grande difficulté du fait du désengagement de l'Etat, sur les épaules de ses usagers. Les contours de sa répartition ne sont par ailleurs toujours pas clairs, ne permettant pas d'avoir de certitude sur ses objectifs et son efficacité réelle.

Cette réforme de l'accès à l'enseignement supérieur se combinera avec la réforme du baccalauréat, qui risque d'entériner la fin du bac comme diplôme national. En mettant en place une modularisation des enseignements secondaires sans cadrage national, qui aggravera les inégalités territoriales entre lycées, il sera créé, de fait, une concurrence entre établissements. Cette concurrence sera d'autant plus grave qu'elle sera prise en compte dans les procédures d'admission à l'université, par l'étude des dossiers des candidat·e·s.

Alors que depuis son élection le président et son gouvernement font sans cesse le choix de politiques qui favorisent les plus riches et les puissants à l'image de la suppression de l'ISF, ici, ce sont une nouvelle fois les classes populaires qui sont visées. Cette sélection va toucher prioritairement les lycéens issus des quartiers les plus populaires et les plus en difficulté. Elle laissera sur le carreau des milliers de lycéens qui se retrouveront sans diplôme et sans avenir.

Alors que les jeunes ont déjà exprimé leur opposition à l'annonce du plan étudiant depuis plusieurs mois, nos organisations réitèrent leur refus de voir s'instaurer la sélection à l'entrée de l'université, nous réclamons le retrait du plan Vidal. Nous exigeons aussi l'abandon des projets de remise en cause des droits fondamentaux des étudiants, ainsi que la mise en place d'une réforme du bac qui engendrera de profondes inégalités territoriales et sociales.

Il est grand temps d'agir pour qu'un vrai service public de l'information et de l'orientation voit le jour et que des moyens soient injectés afin de permettre à chacune et chacun de maîtriser et de choisir son parcours de vie.

Nos organisations ont déjà formulées de nombreuses propositions alternatives et nous continuerons à les porter de toutes nos forces face à ces projets qui menacent notre avenir.

Alors que cette semaine, les orientations de la future réforme du bac seront présentées, et que la commission mixte paritaire devrait voter la loi dite « relative à l'orientation et à la réussite des étudiant·e·s », nos organisations appellent les jeunes à se mobiliser le jeudi 15<sup>er</sup> février 2018, à se réunir, dès maintenant pour débattre des réformes, à se mobiliser sous toutes les formes décidées collectivement, à se réunir en cortèges communs dans les territoires ou se tiendront des manifestations, pour alerter sur les dangers des réformes en cours.

Nous rappelons le droit pour toutes et tous (lycéen.ne.s, étudiant.e.s, salarié.e.s). de faire grève, et nous nous prononçons d'ores et déjà contre toute sanction, administrative ou policière, contre celles et ceux qui tenteront d'exercer ce droit légitime.

Une nouvelle réunion réunissant nos organisations se tiendra à la suite de cette journée de mobilisation pour proposer des suites, notamment afin de fixer des perspectives d'action durant les vacances scolaires.

Signataires :

Unef - UNL – Solidaires étudiant.e.s – FiDL

Mouvement Jeunes Communistes de France – Ensemble Jeunes – Jeunes écologistes - Jeunes Insoumis – Jeunes Générations – MJS Réseau jeune du PG – Union des étudiants Communistes – NPA Jeunes

JOC – MRJC – LMDE -